



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

03/09/2026

Transformer le mécontentement en soulèvement social anti-capitaliste.

Lundi le gouvernement a tenu un long séminaire autour du prochain projet de loi de finances. La surtaxe sur les grandes entreprises serait abandonnée. Lecornu entend freiner les dépenses sociales, avec "une vraie réforme" des arrêts maladie, le déremboursement de médicaments "dépassés" et surtout une "désindexation" des retraites en dessous de l'inflation. Le budget pour 2027 sera à l'image du précédent, en pire ; austéritaire : des coupes drastiques dans les dépenses sociales et plus généralement, d'attaques brutales contre les conditions de vie, de travail et d'étude de la masse de la population. Le dialogue social promu par l'ensemble des syndicats permettra d'économiser des dizaines de milliards d'euros sur le dos de l'écrasante majorité de la population. Les plus riches et le capital seront épargnés. Le 25 août, les taux d'intérêts des obligations d'État à dix ans ont atteint 4,13 % : du jamais vu depuis novembre 2008. La Cour des comptes estimait récemment qu'en 2026 le paiement des seuls intérêts pourrait coûter 77,4 milliards d'euros à l'ensemble des administrations publiques. A titre de comparaison, le budget de l'Éducation nationale s'élève à 63 milliards d'euros ! De l'argent est envoyé directement dans les coffres d'« investisseurs » spéculant sur la dette. Le budget de la Défense augmentera de 6,4 milliards d'euros, pour atteindre 73,1 milliards et les entreprises continueront de recevoir 270 milliards de cadeaux. Ces quelques exemples montrent l'urgence de se préparer à affronter l'offensive du capital contre les travailleurs. L'heure est à la lutte afin de les faire reculer dans leurs projets néfastes.

Les données de l'Insee pointent toutes dans la même direction : croissance nulle (0 % au deuxième trimestre 2026), hausse continue du nombre de chômeurs (+11 % sur un an) et baisse du pouvoir d'achat (-0,7 % en 2026), sur fond de regain de l'inflation. Les effets de la stagnation économique vont frapper des millions de personnes.

Selon une étude Ipsos BVA, 46 % des personnes interrogées placent le pouvoir d'achat parmi les thèmes prioritaires, pas étonnant chacun le ressent violemment dans sa vie. La sécurité et les services publics arrivent ensuite, cités chacun par 30 % des sondés, devant la situation budgétaire du pays (28 %), l'immigration (27 %), l'environnement (20 %) et les crises internationales (9 %). La proportion de Français estimant que le pays va dans la mauvaise direction se stabilise à 90 %.

C'est dans ce contexte général que va se dérouler la campagne de l'élection présidentielle alors que l'un des principaux problèmes du monde du travail est celui du salaire. Le gouvernement, les candidats à l'élection présidentielle et les journalistes tentent d'esquiver le débat. Les capitalistes et leurs serviteurs : pas question de céder sur les salaires. Les responsables politiques, les patrons multiplient les interventions nous expliquant comment on pourrait faire semblant d'augmenter les salaires sans toucher aux profits.

Le Pen et une partie de la droite proposent de « rapprocher le brut du net ». Cela veut dire réduire les cotisations sociales, celles devant servir à alimenter la Sécurité sociale, l'assurance chômage et les retraites. Autant dire, ce que les salariés gagneraient d'un côté, ils le perdraient de l'autre. D'autres évoquent l'idée d'une augmentation de la TVA, comme Hollande et le patronat. Cet impôt est le plus injuste car chacun le paye quel que soit son revenu. Les salariés et eux seuls, par leur travail créent toutes les richesses: des centaines de milliards de profits et de dividendes encaissés dans toutes les grandes entreprises vont dans les poches des actionnaires.

Afin d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs, il faut une augmentation massive des salaires en s'attaquant aux profits capitalistes. 52% des français sont en colère, 46% sont mécontents en cette rentrée. Cette colère des

travailleurs, de la jeunesse doit s'exprimer dans la rue par la grève. Il faut donc construire un rapport de force pour nos salaires, nos emplois, en finir avec la précarité. Et cela dès maintenant sans attendre 2027. Le patronat et le gouvernement connaissent uniquement le langage du rapport de force et de classe. Seule la paralysie de l'économie et de la société tout entière, dans la durée, les fera reculer et céder. Un nouvel élan puissant pour #ToutBloquer #est possible par un rapport de force dans chaque entreprise, atelier, service, établissement d'enseignement... afin de construire un mouvement global, un véritable soulèvement social dont nous avons tous et toutes besoin, dans un contexte de montée général des tensions, en France comme dans le monde entier. Dans ce processus de lutte se pose la question de la nécessité absolue de renverser la société capitaliste, son exploitation et ses guerres.